Reconstruction de la démocratie

le Président retrouvant un rôle plus arbitral. Certains peuvent vouloir réformer un Sénat retrouvant un rôle plus représentatif des collectivités. L'inverse peut également être avancé en fustigeant ceux qui veulent faire représenter les collectivités alors qu'ils détruisent les communes...

Mais la question principale est-elle là ? Le point commun de toutes les réformes proposées est qu'elles ne répondent pas au problème majeur : le peuple est progressivement dépossédé de son pouvoir souverain par toutes sortes de mécanismes (expertocratie, construction européenne, sondagocratie, dictature des marchés, etc.). Des réformes « *participatives* » ou « *citoyennes* » qui ne rétabliraient pas l'ordre normal des choses en démocratie, à savoir que le peuple est le souverain, ne seraient que cosmétiques. Générant des illusions, elles ne serviraient qu'à faire avaler une dépossession politique fondamentale.

D'ailleurs, le chef de l'Etat est-il le mieux placé pour mener des réformes institutionnelles ? A-t-il la légitimité pour le faire ? C'est cette interrogation qui déterminera tout le reste. Si nous répondons non de façon définitive, ce n'est pas par positionnement politique, c'est au nom des principes qui sont, à notre avis, fondamentaux dans la reconstruction de la vie publique.

La souveraineté, selon l'article 3 de la Constitution, appartient au peuple. Particulièrement sur de tels sujets, l'appel au peuple doit précéder les propositions institutionnelles. C'est ce qu'on appelle une Constituante. Devant la fracture qui s'est créée entre le pouvoir politique et les citoyens, l'élection d'une Constituante est la seule solution pacifique et démocratique qui permet de reconstituer le peuple français. Car les institutions sont, avant tout, un bien public.

La croyance en l'idée que le Président de la République doit être maître du jeu et, de plus, maître de changer le jeu, doit être combattue"

La croyance en l'idée que le Président de la République doit être maître du jeu et, de plus, maître de changer le jeu, doit être combattue. Elle a pris un coup lorsque Nicolas Sarkozy a bafoué le vote exprimé par les Français le 29 mai 2005 à propos du traité constitutionnel européen. Mais ce déni officiel de démocratie n'est que la partie émergée de l'iceberg antidémocratique. Le non-respect des électeurs est de plus en plus affiché : les gouvernements, quelle que soit leur étiquette, peuvent

perdre toutes les élections intermédiaires, aucune conséquence n'en est tirée. Les dirigeants, président de la République en tête, maintiennent leur cap comme s'ils tenaient leur mandat d'un autre corps que le corps électoral. Ils se permettent même de juger les électeurs, de leur donner des leçons, de prétendre qu'ils se sont mal expliqués, qu'ils ont mal communiqué... Peut-on mieux dire qu'on est en quelque sorte au-dessus des citoyens et qu'on n'a de comptes à rendre à personne qu'à soi-même, aux marchés, à Bruxelles ?

“N'est-il pas urgent de se libérer de l'obsession présidentielle pour reconstruire le citoyen, le peuple et la démocratie ?”

Cette logique mortifère ne saurait être tolérée sauf si on accepte l'officialisation du caractère fort peu démocratique du régime. Il ne faudra pas alors se plaindre que des forces visiblement autoritaires prennent le pouvoir.

La présidentielle aura lieu dans moins d'un an maintenant. Les remous qui agitent déjà cette échéance indiquent le trouble des citoyens. De toutes parts émergent des candidats plus ou moins crédibles, des primaires plus ou moins « *citoyennes* ». Les contradictions s'accumulent, par exemple le fait que les primaires renforcent le poids des partis, sans que cela ne semble choquer, y compris les Gaullistes. Les citoyens sont de plus en plus désorientés, chose bien logique puisque les vraies questions ne sont pas posées. Et tout d'abord la principale : n'est-il pas temps de s'interroger sur l'existence même de l'élection présidentielle (1) ?

On connaît le refrain : les Français seraient attachés à cette élection. Est-ce si sûr ? Et quelle est la nature de leur attachement ? Ne prend-on pas l'effet pour la cause ? Au travers du poids médiatique plus ou moins malsain qui entoure cette élection, on ressent plutôt un relent d'« *amour vache* » qu'un attachement au débat raisonné. N'est-il pas urgent de se libérer de l'obsession présidentielle pour reconstruire le citoyen, le peuple et la démocratie ? L'écho qu'a eu la pétition appelant à remplacer la Présidentielle par l'élection d'une Assemblée Constituante en France (2) est signe que la question est maintenant posée. ■

* www.pouruneconstituante.fr@ART-texte:

1. Voir *Changer de Président ou changer de Constitution*, Le Monde diplomatique, Mars 2007@ART-texte:

2. <https://www.change.org/p/citoyennes-et-citoyens-de-france-pr%C3%A9sidentielle-non-constituante-oui>